



François Mitterrand : « Camarades socialistes, ne m'abandonnez pas ! »

Cette citation poignante est un extrait de la lettre ouverte rédigée par l'ancien président de la République, François Mitterrand, le 9 mars 1993, alors qu'il s'adressait aux militant-es et dirigeant-es de sa propre famille politique, le Parti socialiste.

Ce cri, nul doute pour le Codef, que Jean Bouveri le ferait sien aujourd'hui, face au silence de tout bord à propos du nom et du devenir de notre hôpital : Camarades socialistes, ne m'abandonnez pas, ne participez pas à l'effacement de mon histoire : demain, ce sera la vôtre qu'ils effaceront. Visitez ma page sur le site Le Maitron pour prendre connaissance de ma biographie : <https://maitron.fr/bouveri-jean-bouveri-louis-jean/>.

Alors le Codef prend la plume à ma place, parce que je ne peux plus la tenir moi-même, et parce que ceux qui décident aujourd'hui du sort de « l'offre de soins du bassin minier » n'ont manifestement jamais ouvert ma notice.

" On m'a mis en terre au cimetière de Montceau le 3 juillet 1927, après vingt-sept ans passés à la mairie et vingt-trois ans passés à la Chambre des députés. On a donné mon nom à un hôpital. Aujourd'hui, on me le reprend, un communiqué après l'autre, une réorganisation après l'autre, un sigle technocratique après l'autre.

Je m'appelais Jean Bouveri, fils et neveu de mineurs de la Compagnie de Blanzay ([Le Maitron](#)). J'ai quitté l'école communale à douze ans pour descendre au fond, comme mon père. Mes oncles ont été chassés de leur travail pour avoir été socialistes ; moi-même j'ai perdu mon logement en 1898 pour avoir voté Claude Forest, délégué-mineur. On appelait ça, à l'époque, « la quintessence de la réaction et du cléricalisme » ([Le Maitron](#)). J'ai mené la grève victorieuse de 1899, celle qui a arraché la reconnaissance du syndicat. On m'a élu maire de Montceau le 20 mai 1900, et je l'ai été jusqu'à mon dernier souffle. Trois mois après mon élection, j'ai reçu dans ma propre mairie le congrès national des mineurs de France. Puis j'ai tenu 106 jours de grève générale, en 1901, face à 3 000 soldats et 700 gendarmes envoyés par la République que je défendais pourtant à la tribune. J'ai siégé vingt-trois ans à la commission des Mines, je me suis battu pour la journée de huit heures, pour l'école laïque « qui m'a donné le peu de connaissances que j'ai » ([Le Maitron](#)), pour les cantines et les œuvres d'assistance de ma commune. Je n'ai jamais été un doctrinaire ni un héros de tribune : j'étais un mineur devenu maire, et j'ai fait ce que j'ai pu, avec mes contradictions — l'Union sacrée en 1914, mes prudences que le préfet lui-même raillait — pour que les miens vivent un peu mieux.

Camarades socialistes, ne m'abandonnez pas, ne participez pas à l'effacement de mon histoire : demain, ce sera la vôtre qu'ils effaceront.

Et voilà qu'un siècle plus tard, sur cette même terre de Blanzay que mes camarades et moi avons arrachée aux Chagot et à leurs héritiers, on me refait le coup. On parle de « labellisation », d'« hôpital de proximité », de « nouvel hôpital » — sans jamais plus prononcer mon nom. On ferme la chirurgie, on démantèle le MCO, on dispatche le personnel, et le Codef, seul, doit rappeler à qui veut l'entendre que cet hôpital s'appelle Jean Bouveri, et que cette dénomination n'est pas un détail d'état civil, c'est la mémoire d'une lutte ouvrière ([Le Journal de Saône-et-Loire](#)). Ce ne sont pas les ennemis d'hier, gendarmes et compagnie minière, qui achèvent aujourd'hui ce travail d'oubli. Ce sont des technocraties administratives, des logiques de rentabilité, et — disons-le sans détour, camarades — un silence socialiste. Un silence de ceux qui devraient être les premier-ères à défendre la mémoire d'un des leurs, et qui regardent ailleurs pendant qu'on éteint, service après service, le nom d'un mineur devenu maire et député.

Camarades socialistes, ne m'abandonnez pas, ne participez pas à l'effacement de mon histoire : demain, ce sera la vôtre qu'ils effaceront.

Car ce qu'on fait de mon nom aujourd'hui, on le fera demain du vôtre. Celui qui accepte qu'on efface une lutte ouvrière au motif qu'elle coûte cher à administrer accepte, sans le savoir, le principe même qui effacera la sienne. On ne défend pas la mémoire de Jean Bouveri par nostalgie : on la défend parce qu'un

mouvement qui laisse mourir ses propres pères fondateurs, dans l'indifférence d'un rapport de l'IGAS ou d'une réunion du conseil de surveillance, n'a plus d'histoire à transmettre à personne.

Un nom de rue n'est pas un patrimoine.

On me dira peut-être : « Bouveri, il y a bien une rue, un stade dans le bassin minier — de quoi vous plaignez-vous ? » Mais camarades, une rue qui porte un nom n'est pas un patrimoine : ce n'est qu'une plaque. On la traverse, on s'y gare, on ne la lit plus. Personne, en passant rue Jean Bouveri, ne se demande quel salaire touchait le mineur de Blanzky, combien de jours a duré la grève de 1901, ni pourquoi trois mille soldats ont dû occuper ce bassin pour la briser. Un nom de ville ou de rue n'est qu'une convention cadastrale : la moindre réforme d'urbanisme, le moindre plan de circulation peut le réattribuer sans que personne ne s'en aperçoive, parce qu'il n'y a plus, derrière lui, de mémoire vivante à trahir.

L'hôpital, ce n'est pas seulement mon nom qu'on y efface : c'est le sens même de ce nom qu'on vide, service après service, avant même d'en changer l'enseigne. Un patrimoine, ce n'est pas une étiquette collée sur un fronton : c'est une transmission — celle d'une grève victorieuse pour la reconnaissance du syndicat, d'une mairie qui a ouvert cantines et œuvres d'assistance, d'une Maison du syndicat des mineurs inaugurée en 1909, d'un combat pour l'école laïque et la journée de huit heures (Le Maitron) — que chaque génération doit reconnaître comme sienne pour qu'elle continue d'exister. On peut garder mon patronyme sur un panneau pendant deux siècles sans que rien de mon histoire n'y survive ; à l'inverse, on peut faire disparaître un nom en une seule délibération pour peu qu'elle existe et perdre avec lui tout ce qu'il portait. Ce que le Codef défend n'est donc pas une appellation : c'est le dernier lieu où le nom de Jean Bouveri reste relié à ce qu'il a coûté et à ce qu'il a permis d'arracher aux Chagot et à leurs héritiers.

Effacer ce lien-là, ce n'est pas changer un nom de rue : c'est éteindre un patrimoine.

Le Codef continuera, seul s'il le faut, à porter cette exigence : que l'hôpital du bassin minier reste, dans les faits comme dans les mots, l'hôpital Jean Bouveri. Mais camarades, ce combat n'est pas seulement le nôtre. C'est le vôtre. C'est celui de toute famille socialiste qui prétend encore avoir une mémoire et une colonne vertébrale.

Camarades socialistes, ne m'abandonnez pas. Ne participez pas à l'effacement de mon histoire. Demain sera la vôtre qu'ils effaceront. »

Jean Bouveri, post mortem

(voix portée par le Codef, Collectif de défense des usagers des hôpitaux)

29 Août 2026